



APR 10 2017

L'honorable Claudette Tardif, sénatrice  
Présidente  
Comité sénatorial permanent des langues officielles  
Sénat du Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

Madame la Sénatrice,

Immédiatement après la réunion du 13 février 2017 du Comité sénatorial permanent des langues officielles, des sénateurs m'ont demandé des renseignements supplémentaires sur deux sujets. J'ai le plaisir de vous fournir cette information dans la présente.

En premier lieu, les sénateurs voulaient obtenir une explication de la différence entre l'aliénation des biens immobiliers excédentaires fédéraux au moyen de transferts stratégiques plutôt que de transferts courants.

L'aliénation des biens immobiliers excédentaires par vente ou transfert est réalisée en conformité avec la Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Dans le cas d'une aliénation courante, le bien est offert en vente à sa valeur marchande aux intérêts prioritaires, soit les ministères fédéraux, les sociétés d'État, les gouvernements provinciaux et les municipalités. Si aucun intérêt n'est manifesté, le bien est mis en vente sur le marché libre.

Pour ce qui est des aliénations stratégiques, conformément à la Directive et à la Politique sur la gestion des biens immobiliers, tous les biens sont vendus directement à la Société immobilière du Canada CLC Limitée en sondant les intérêts principaux.

La Directive peut être consultée en ligne à l'adresse suivante :  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12043>.

Les biens excédentaires Jericho et Fairmont ont été désignés comme biens stratégiques et, par conséquent, le processus d'aliénation stratégique a été suivi, et les biens ont été vendus à la Société immobilière du Canada CLC Limitée à la condition qu'un intérêt bénéficiaire de 28 pour cent de ces biens soit transféré à trois Premières Nations.

.../2

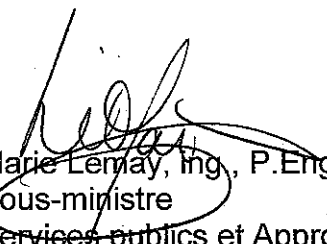
La Société immobilière du Canada CLC Limitée a ensuite décidé de vendre un intérêt additionnel de 22 pour cent aux Premières Nations, ce qui a fait en sorte que les terrains appartiennent en parts égales à la Société immobilière du Canada CLC Limitée et aux trois Premières Nations. Avant de procéder à la transaction, et dans le cadre du processus, on a tenu compte des considérations stratégiques et des enjeux communautaires, et on a sondé les intérêts publics des administrations fédérales, provinciales et municipales. Les intérêts publics du gouvernement de la Colombie-Britannique ont été établis avant de procéder à la vente. Ces intérêts ont été inclus dans les conventions d'achat et de vente des sites Jericho et Fairmont. Dans la convention d'achat et de vente du site Fairmont, la Société immobilière du Canada CLC a convenu de consulter le ministère de l'Éducation pour déterminer s'il est possible de répondre à l'intérêt potentiel de la province à l'égard de l'acquisition d'une partie du bien aux fins d'emplacements scolaires destinés à l'éducation francophone.

En deuxième lieu, les sénateurs souhaitent obtenir la liste des ministères et des organismes qui n'utilisent pas les services du Bureau de la traduction.

Le Bureau de la traduction offre des services de traduction, d'interprétation et de terminologie à l'ensemble des ministères. Les services du Bureau de la traduction sont facultatifs. Bien que certains ministères envoient leurs demandes de services linguistiques au Bureau, d'autres se procurent ces services auprès du secteur privé. Par exemple, d'après les Comptes publics du Canada de 2015-2016, le Bureau du surintendant des institutions financières, l'Office national du film, la Commission canadienne des droits de la personne, l'Agence du revenu du Canada et Pêches et Océans Canada ont envoyé moins de cinq pour cent de leurs demandes au Bureau de la traduction (voir la liste ci-jointe à l'annexe A).

J'espère que ces renseignements seront utiles aux membres du Comité.

Je vous prie d'agréer, Madame la Sénatrice, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marie Lemay, Ing., P.Eng.  
Sous-ministre  
Services publics et Approvisionnement Canada

Pièce jointe

c.c. M. Kevin Pittman  
Greffier, Comité sénatorial permanent des langues officielles

**TRANSLATION BUREAU MARKET SHARE ANALYSIS<sup>1</sup> / ANALYSE DES PARTS DU MARCHÉ DU  
BUREAU DE LA TRADUCTION<sup>1</sup>**

<b>Client Name / Nom du client</b>	<b>2015-16 Market Share<sup>2</sup> / Part de marché<sup>2</sup></b>
COMMISSION CANADIENNE DE SURETÉ NUCLÉAIRE / CANADIAN NUCLEAR SAFETY COMMISSION	100.0%
SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES / CANADIAN INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE SECRETARIAT	100.0%
CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA / FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTER OF CANADA	100.0%
COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES / COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES	100.0%
AGENCE DE LA CONSOMMATION EN MATIÈRE FINANCIÈRE DU CANADA / FINANCIAL CONSUMER AGENCY OF CANADA	100.0%
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS / CANADIAN GRAIN COMMISSION	100.0%
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GRC / RCMP EXTERNAL REVIEW COMMITTEE	100.0%
CANNOR-AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD / CANNOR-CANADIAN NORTHERN ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY	100.0%
CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS / PATENTED MEDICINE PRICES REVIEW BOARD	100.0%
COMMISSARIAT AU LOBBYING DU CANADA / OFFICE OF THE COMMISSIONER OF LOBBYING	100.0%
COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR / COPYRIGHT BOARD	100.0%
COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GRC / CIVILIAN REVIEW AND COMPLAINTS COMMISSION FOR THE RCMP	100.0%
COMMISSARIAT A L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC / OFFICE OF THE PUBLIC SECTOR INTEGRITY COMMISSIONER	100.0%
INFRASTRUCTURE CANADA / INFRASTRUCTURE CANADA	100.0%
CONSEIL PRIVÉ (BUREAU DU) / PRIVY COUNCIL OFFICE	99.9%
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL / CANADIAN CENTRE FOR OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY	99.4%
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA (MINISTÈRE DE L') / AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA (DEPARTMENT OF)	99.3%
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA (MINISTÈRE DES) / PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA (DEPARTMENT OF)	98.9%

**TRANSLATION BUREAU MARKET SHARE ANALYSIS<sup>1</sup> / ANALYSE DES PARTS DU MARCHÉ DU  
BUREAU DE LA TRADUCTION<sup>1</sup>**

Client Name / Nom du client	2015-16 Market Share <sup>2</sup> / Part de marché <sup>2</sup>
ANCIENS COMBATTANTS (MINISTÈRE DES) / VETERANS AFFAIRS (DEPARTMENT OF)	98.5%
DÉFENSE NATIONALE (QUARTIER GÉNÉRAL ET COMMANDEMENTS DU MINISTÈRE DE LA) / NATIONAL DEFENCE (HEADQUARTERS AND COMMANDS OF THE DEPARTMENT OF)	98.1%
ENVIRONNEMENT CANADA / ENVIRONMENT CANADA	96.6%
SERVICES PARTAGÉS CANADA / SHARED SERVICES CANADA	96.3%
ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA / CANADA SCHOOL OF PUBLIC SERVICE	96.1%
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA (BUREAU DU) / AUDITOR GENERAL OF CANADA (OFFICE OF THE)	95.5%
SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES / COURTS ADMINISTRATIVE SERVICE	95.0%
COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA / PAROLE BOARD OF CANADA	94.4%
GOVERNEUR GÉNÉRAL / GOVERNOR GENERAL	92.5%
SÉCURITE PUBLIQUE CANADA / PUBLIC SAFETY CANADA	90.7%
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES / CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION	89.9%
TRANSPORTS (MINISTÈRE DES) / TRANSPORT (DEPARTMENT OF)	88.3%
AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE / CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AGENCY	87.5%
JUSTICE (MINISTÈRE DE LA) / JUSTICE (DEPARTMENT OF)	87.5%
PATRIMOINE CANADIEN (MINISTÈRE DU) / CANADIAN HERITAGE (DEPARTMENT OF)	86.9%
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN / ABORIGINAL AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT	86.5%
ÉLECTIONS CANADA / ELECTIONS CANADA	83.4%
COMITE DES GRIEFS DES FORCES CANADIENNES / CANADIAN FORCES GRIEVANCE BOARD	81.9%
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE / PUBLIC SERVICE COMMISSION	80.8%

**TRANSLATION BUREAU MARKET SHARE ANALYSIS<sup>1</sup> / ANALYSE DES PARTS DU MARCHÉ DU  
BUREAU DE LA TRADUCTION<sup>1</sup>**

<b>Client Name / Nom du client</b>	<b>2015-16 Market Share<sup>2</sup> / Part de marché<sup>2</sup></b>
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS / CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY	79.7%
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA / LIBRARY AND ARCHIVES CANADA	79.6%
SERVICES DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA (SPPC) / PUBLIC PROSECUTION SERVICE OF CANADA (PPSC)	79.2%
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC / CANADA ECONOMIC DEVELOPMENT FOR QUEBEC REGIONS	79.1%
AGENCE SPATIALE CANADIENNE / CANADIAN SPACE AGENCY	78.4%
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA / FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE CANADA	78.4%
AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA / CANADA BORDER SERVICES AGENCY	75.1%
OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA / CANADIAN TRANSPORTATION AGENCY	74.4%
AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA / PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA	73.4%
EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA / EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA	71.8%
SANTÉ (MINISTÈRE DE LA) / HEALTH (DEPARTMENT OF)	69.8%
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADA / WESTERN ECONOMIC DIVERSIFICATION CANADA	69.5%
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ / IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD	68.8%
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA / CORRECTIONAL SERVICE CANADA	68.7%
SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS (SCDATA) / ADMINISTRATIVE TRIBUNALS SUPPORT SERVICE OF CANADA (ATSSC)	67.0%
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION / CITIZENSHIP & IMMIGRATION	63.0%
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES / SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH	60.5%
TÉMOIGNAGE ET RÉCONCILIATION CANADA / TRUTH AND RECONCILIATION CANADA	59.5%

**TRANSLATION BUREAU MARKET SHARE ANALYSIS<sup>1</sup> / ANALYSE DES PARTS DU MARCHÉ DU  
BUREAU DE LA TRADUCTION<sup>1</sup>**

<b>Client Name / Nom du client</b>	<b>2015-16 Market Share<sup>2</sup> / Part de marché<sup>2</sup></b>
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE) / INTERNATIONAL JOINT COMMISSION (CANADIAN SECTION)	58.8%
COUR SUPRÊME DU CANADA / SUPREME COURT OF CANADA	50.4%
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX / NATIONAL BATTLEFIELDS COMMISSION	49.1%
INDUSTRIE CANADA / INDUSTRY CANADA	46.6%
RESSOURCES NATURELLES CANADA (MINISTÈRE DES) / NATURAL RESOURCES CANADA (DEPARTMENT OF)	44.8%
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR / TREASURY BOARD OF CANADA SECRETARIAT	43.6%
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE / NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL OF CANADA	30.3%
PARCS CANADA / PARKS CANADA	27.2%
MINISTÈRE DES FINANCES CANADA / DEPARTMENT OF FINANCE CANADA	26.5%
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE / NATIONAL ENERGY BOARD	25.8%
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA / NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF CANADA	24.0%
L'AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO / FEDERAL ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY FOR SOUTHERN ONTARIO	16.4%
STATISTIQUE CANADA / STATISTICS CANADA	11.4%
BUREAU DU COMMISSAIRE DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS / OFFICE OF THE COMMUNICATIONS SECURITY ESTABLISHMENT COMMISSIONER	8.6%
COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE / COMMISSIONER FOR FEDERAL JUDICIAL AFFAIRS	6.8%
CONDITION FÉMININE CANADA / STATUS OF WOMEN OF CANADA	5.7%
PÊCHES ET OCÉANS (MINISTÈRE DES) / FISHERIES AND OCEANS (DEPARTMENT OF)	1.8%
AGENCE DU REVENU CANADA / CANADA REVENUE AGENCY	1.6%
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE / CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION	1.5%

**TRANSLATION BUREAU MARKET SHARE ANALYSIS<sup>1</sup> / ANALYSE DES PARTS DU MARCHÉ DU  
BUREAU DE LA TRADUCTION<sup>1</sup>**

Client Name / Nom du client	2015-16 Market Share <sup>2</sup> / Part de marché <sup>2</sup>
OFFICE NATIONAL DU FILM / NATIONAL FILM BOARD	1.1%
BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES / OFFICE OF THE SUPERINTENDANT OF FINANCIAL INSTITUTIONS	0.2%

<sup>1</sup> Data Sources: *Public Accounts of Canada* 2016 (Volume III, Section 3—Professional and special services) for expenditures equal to or over \$100,000. Translation Bureau internal data (Cognos) for expenditures under \$100,000.

<sup>2</sup> Ratio of expenditures with the Translation Bureau, compared to overall Interpretation and Translation Services expenditures.

\* Approximately 85% of the Courts Administration Service's business volume is being sent to the private sector since April 1, 2016.

**Observations**

Names presented are those appearing in the Bureau's On-line Ordering System and may not reflect the most current name.

Many of the Bureau's smaller clients do not appear in the *Public Accounts of Canada* (representing approximately \$2.5M).

Public Accounts data for linguistic services is categorized as "Interpretation and Translation Services". The precise service being used is unknown.

<sup>1</sup> Sources de données : *Comptes publics du Canada* 2016 (Volume III, Section 3 – Services professionnels et spéciaux) pour les dépenses supérieures ou égales à 100 000 \$. Données internes du Bureau de la traduction (Cognos) pour les dépenses inférieures à 100 000 \$.

<sup>2</sup> Pourcentage des dépenses globales en services d'interprétation et de traduction attribuées au Bureau de la traduction.

\* Depuis le 1er avril 2016, environ 85 % du volume d'affaires du Service administratif des tribunaux judiciaires est envoyé au secteur privé.

**Remarques**

Les noms indiqués sont tirés du Système de commande en direct du Bureau et peuvent ne pas correspondre au nom le plus récent.

Bon nombre des plus petits clients du Bureau ne figurent pas dans les *Comptes publics du Canada* (ils représentent environ 2,5 M\$).

Les données des *Comptes publics* sur les services linguistiques sont classées sous « services d'interprétation et de traduction ». On ne connaît pas le service exact utilisé.

